|  |  |
| --- | --- |
| logo pnud copier***Au Service******des peuples******et des nations*** | **MISSION/MEETING****REPORT SUMMARY****Date : 24 juin 2013** |
| **Names:**Julie Teng  | **Unit:**UNDP Niger CO | **Tel No.:**+227 91208360 | **Travel Authorization:** TA délivrée par le Bureau du PNUD  |
| **Approved Mission Itinerary:**Niamey – Paris – Bonn – Paris - Niamey | **List of Annexes:** * TDR de la mission
* Draft de programme de la réunion
 |
| **Inclusive Travel Dates:****Julie Teng****From:** 30/05/2013 | **To:** 16/06/2013 | **Key Counterpart (s):** SE/CNEDD |
| **Purpose/Objective of Mission:*** Appuyer le travail de plaidoyer du Niger et notamment la mobilisation de fonds ;
* Avoir une meilleure compréhension des dynamiques des négociations afin de mieux préparer la prochaine participation du Niger.
 |

|  |
| --- |
| **Summary Analysis of Mission/Meeting – Findings or Main Points made:**1. **Introduction**

En réponse à la demande de la partie nationale, le PNUD a apporté un appui technique à la délégation du Niger à la réunion organisée dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies du 03 au 14 juin 2013 et précédée de réunions préparatoires du 28 mai au 02 juin. La délégation était par ailleurs composée du Secrétaire Exécutif du CNEDD, Kamayé Mââzou, chef de délégation, et de Gousmane Moussa, Conseiller en changement climatique du CNEDD. Le Dr Mââzou était en charge de suivre les discussions de la 38è session de l’organe subsidiaire sur les conseils scientifiques et technologiques (SBSTA), Mr. Moussa la 38è session de l’organe subsidiaire sur la mise en œuvre (SBI) et Julie Teng la 2è session du groupe de travail adhoc sur la plateforme de Durban (ADP). Gousmane Moussa était par ailleurs en charge de participer au groupe africain et Julie Teng aux groupes des pays les moins avancés et G77-Chine qui se réunissaient deux fois par jour. Le Niger fait en effet partie de ces 3 groupes de négociations. Les enjeux des discussions étaient d’obtenir des consensus sur certains sujets clés qui seront approuvés à la prochaine Conférence des Parties en novembre 2013, et qui serviront de base à l’accord qui devrait être adopté en 2015.1. **Résumé des discussions**

Les réunions préparatoires ont essentiellement consisté en des présentations et des points sur les sujets à discuter au cours des sessions officielles. Julie Teng a participé aux réunions du groupe Afrique (31 mai) et du G77-Chine (01-02 juin).Les discussions dans le SBSTA se sont déroulées au sein de réunions informelles sur les différents sujets de l’agenda : le programme de travail de Nairobi, REDD+ (concernant la dégradation des forêts, et l’agriculture, entre autres. Aucune décision ferme n’a été prise mais des recommandations ont été émises à l’égard du Secrétariat de la CCNUCC et des Etats parties, notamment pour la soumission de documents et la préparation de documents techniques, et des engagements de faire avancer les dossiers d’ici à la COP. Le Niger a peu suivi les discussions de cet organe particulièrement technique qui a concentré une partie de ses discussions sur les aspects méthodologiques. Il est toutefois intéressant de noter les discussions concernant l’agriculture et les aspects de sécurité alimentaire (et non seulement d’un point de vue de l’atténuation).Un évènement notable de la réunion a été le blocage qui est survenu dans le cadre du SBI. Lors de la plénière d’ouverture, la Russie, la Biélorussie et l’Ukraine ont proposé d’ajouter à l’agenda un point sur les règles de procédure. Des négociations à ce sujet ont ainsi eu lieu au cours des deux semaines. La position du G77-Chine, et appuyée par la plupart des autres pays et groupes, était qu’il n’était pas acceptable d’ajouter un point d’agenda car cela laissera la porte ouverte à des dérives par la suite. Leur proposition était d’accepter d’en discuter au sein d’un point déjà existant (point 17) mais sans modifier l’agenda. La Russie, la Biélorussie et l’Ukraine ont refusé toute proposition et l’agenda n’a jamais pu être adopté, et les discussions n’ont pu avancer. La principale explication était que la Russie a voulu faire une démonstration de force suite à la COP de Doha où son délégué avait été ignoré par le Président de la COP alors qu’il tentait de s’opposer à certaines décisions (qui doivent toutes être prises sur consensus). Ceci est hautement regrettable car certaines questions clés pour le Niger et les autres pays les moins avancés, telles que celles des pertes et dommage et des finances auraient dû y être discutée. Toutefois, des tables rondes et ateliers ont pu être organisés, et ont porté, entre autres, sur le renforcement de capacité et les plans nationaux d’adaptation.Les discussions dans le cadre de l’ADP ont été organisées autour d’ateliers et de tables rondes, comme cela avait été prévu dans le plan de travail du groupe de travail ad hoc. Cela a d’ailleurs été critiqué par certains groupes, et en particulier le G77-Chine tandis que l’Union Européenne et le groupe Umbrella (qui comprend les Etats Unis) ont souligné les avancées réalisées grâce à ce format. Les discussions étaient divisées entre le « workstream » 1 qui porte sur l’accord post-2015 et le « workstream » 2 qui se concentre sur les ambitions pré-2020. Une séries de décisions ont été adoptées et qui s’attachent à organiser le travail d’ici à la COP, et qui demandent notamment aux parties d’envoyer des soumissions et au Secrétariat de mettre à jour son document technique sur l’atténuation et de compiler un document sur l’adaptation, comme l’ont voulu les PMA, le G77-Chine et le groupe Afrique. Les parties se sont aussi mis d’accord sur la tenue d’une session supplémentaire en 2014 et ont demandé aux co-Présidents de considérer un mode de négociation plus formelle pour la prochaine session. Deux interventions avaient été préparées pour les plénières de clôture du SBI et de l’ADP afin de souligner la nécessité d’agir au plus vite en raison de la vulnérabilité spécifique du Niger et du fait que ses populations subissent déjà les effets néfastes du changement climatique, notamment à travers les crises alimentaires. Celles-ci n’ont cependant pas eu lieu car le chef de délégation a préféré ne pas intervenir.Il ne devrait pas y avoir de nouvelle session avant la COP en novembre à Varsovie, mais de nombreuses réunions informelles devraient avoir lieu, notamment pour combler le retard pris dans le SBI. 1. **Points d’intérêts spécifiques pour le Niger**
2. *Participation du Niger aux discussions*

La délégation du Niger était particulièrement intéressée par les questions relatives à l’agriculture (SBSTA, SBI, ADP), aux pertes et dommages (SBI) et aux finances (essentiellement SBI). Le Niger avait préalablement participé à la réunion de préparation africaine qui a eu lieu au Gabon en mars (par Cham Cham Assadek) et était présent pour les réunions préparatoires du groupe des pays les moins avancés (les 28 et 29 mai), du groupe Afrique (les 30 et 31 mai) et du G77-Chine les 01 et 02 juin. Ces réunions étaient principalement des discussions d’information sur le déroulement de la session plutôt que des réunions d’organisation ou de mise au point de prises de position communes. Tout au long de la session, le Niger a assisté à toutes les réunions de coordination de ses 3 groupes d’affiliation mais n’a pris de rôle significatif dans aucun des groupes. Ces trois groupes fonctionnent chacun à leur manière avec des dynamiques de pouvoir très différentes. Le G77-Chine est entièrement dominés par le Brésil, l’Inde, l’Afrique du Sud et la Chine, avec des négociateurs très présents de l’Indonésie et de l’Argentine. Le Président du groupe est Fiji pour la période actuelle de négociation. Le Président du groupe Afrique (le Swaziland) et celui du groupe des PMA (Népal) intervenaient au nom de ces 2 groupes, dont le Niger. Toutefois, le Niger n’a pas été beaucoup plus actif au sein de ces deux groupes plus accessibles. Les opportunités d’influencer les positions au sein du groupe PMA (suivi par Julie Teng) semblent particulièrement nombreuses et le groupe manque de capacités pour jouer un rôle plus fort au sein du groupe G77-Chine mais a toujours l’opportunité de s’exprimer en plénière.Les leçons à tirer concernent : 1) les difficultés liées à la non-maîtrise de l’anglais dans la mesure où toutes les discussions des groupes informels et des sous-groupes de coordination sont en anglais; 2) le besoin de se rapprocher d’autres pays africains, de l’Ouest et/ou sahélien et francophones afin de combiner leurs efforts de suivi et participation puisque la plupart n’ont également que deux négociateurs et ont le même problème de langue; 3) la nécessité de faire une revue des documents disponibles avant le début des sessions et de préparer une liste des points clés d’intervention à promouvoir au sein des groupes Afrique et PMA; 4) la pertinence de participer plus activement aux discussions préalable en ligne des groupes Afrique et PMA et de participer plus activement aux groupes de coordination internes sur des sujets précis.1. *Les plans nationaux d’adaptation*

Un atelier a été organisé le dimanche 09 juin afin de présenter le processus d’élaboration des plans nationaux d’adaptation et notamment les possibilités de financement, dont le projet d’appui global coordonné par le PNUD et le PNUE d’un montant de 10 millions dont 2 millions du FEM et 8 à mobiliser. Le Niger a fait part de son intérêt par lettre du Gouvernement en février. Le projet a été lancé mais le choix des pays se fera lors du prochain conseil d’administration en août. Il s’agira dans un premier temps pour chaque pays d’être appuyé pour lancer son processus de NAP et non d’élaborer entièrement son NAP. Il existe également d’autres opportunités de financement par la GIZ (en fonction des programmes pays) et l’UE.1. *Rencontre avec des PTF*

Julie Teng a contacté le Japon (contact pris et demande d’entrevue sans réponse) et l’Union Européenne (contact pris mais la personne en charge du dossier n’est pas resté longtemps à Bonn) mais sans succès. Des contacts informels ont été faits avec les délégations française, suisse et suédoise. Une réunion a eu lieu avec l’Agence Française de développement le 11 juin (Pierre Forestier, FORESTIERP@afd.fr, chef de la division changement climatique) afin de discuter des opportunités de financement et du projet de développement sobre en carbone pour lequel une mission était venue à Niamey en 2012. Il a informé la délégation que le projet avait été lancé mais que le Niger n’a pu être retenu pour des raisons sécuritaires du fait que l’AFD ait choisi d’intervenir à travers une agence gouvernementale (ADTF qui a remplacé l’ADEME). Il a toutefois mentionné que d’autres options d’intervention pourrait être explorée et ce, éventuellement, à travers le PNUD. Il se renseignera régulièrement auprès du Ministère des Affaires Étrangères de l’évolution de la situation et d’une potentielle autorisation d’intervention.Une réunion s’est également tenue avec l’Organisation Internationale de la Francophonie afin de mieux comprendre les appuis fournis en matière de négociation et de projets changements climatiques. L’OIF (à travers son Institut sur le développement durable, IFDD) semble essentiellement appuyer les pays en préparant des notes de décryptage (1 fois par an avant les conférences des parties) et des guides de négociations. Elle organise une réunion de concertation francophone lors des sessions. Celle de Bonn a eu lieu le 10 juin et a consisté en des présentations du point de vue de Paul Watkinson, négociateur français en chef, Alix Mazounie pour la société civile (RAC France) et de Pierre Radanne (Future Facteur 4, rédacteur de la note de décryptage). Julie Teng a aussi rencontré divers acteurs de la société civile pour discuter de l’appui à apporter aux pays du Sud et notamment aux pays les moins avancés. Climate Analytics, une ONG basée à Berlin, et l’institut international pour l’environnement et le développement, basé à Londres, appuient le groupe PMA en fournissant notamment le Secrétariat de la Présidence. Leur soutien est presque entièrement concentré sur la Présidence et ne vise pas à faire des processus de discussion dans le groupe un processus inclusif. Il n’y a donc que très peu de renforcement des capacités des autres délégations. Climate Analytics est toutefois en train de développer un programme d’appui au niveau national et contactera le PNUD concernant le Niger. L’ONG pourrait aussi éventuellement appuyer le Niger dans le développement de son NAP ou de son NAMA.1. *Le fonds d’adaptation*

Julie Teng a rencontré Angela Churie-Kallhauge, membre du comité d’adaptation, afin de discuter des possibilités de financement. Elle a confirmé que le fond ne disposait plus de possibilité de financer les projets à travers les agences multilatérales. Une autre rencontre a été organisée le 13 juin avec Marcia Levaggi, Directrice du Fond d’Adaptation, et Daouda Ben Oumar Ndiaye, chargé de programme, qui ont précisé les modalités de candidature et ont insisté sur la nécessité que l’entité nationale soit en mesure de mener les processus du début à la fin sans l’appui d’une agence multilatérale. Tout le dossier devra être soumis en anglais et le processus peut prendre de 6 à 18 mois.  |
| **Recommendations/Follow up Actions to be Taken and by Whom/by When:**Les principales actions de suivi se présentent comme ci-après:* Finaliser le rapport de la délégation avec la partie nationale
* Encourager la mise en place d’un comité de préparation de la COP 20 au plus vite et en coopération avec Care et la société civile
* Se concerter avec les autres bureaux pays du PNUD en Afrique de l’Ouest/Sahel pour discuter des appuis fournis
* Faire le suivi du projet d’appui mondial à l’élaboration des NAP
* Inclure l’appui aux négociations, NAP, etc. dans un concept de programme complet de renforcement des capacités institutionnelles du Niger
* Faire le suivi du projet financé par l’AFD et discuter des possibilités de financement du projet atténuation à travers le PNUD (contacter le bureau de l’AFD au Niger).
 | **Distribution (copies to):** * Victor Womitso – DRRP
* Laoualy Ada – ARR(P)
* Lawali Elhadj Mahamane CP - EE
 |